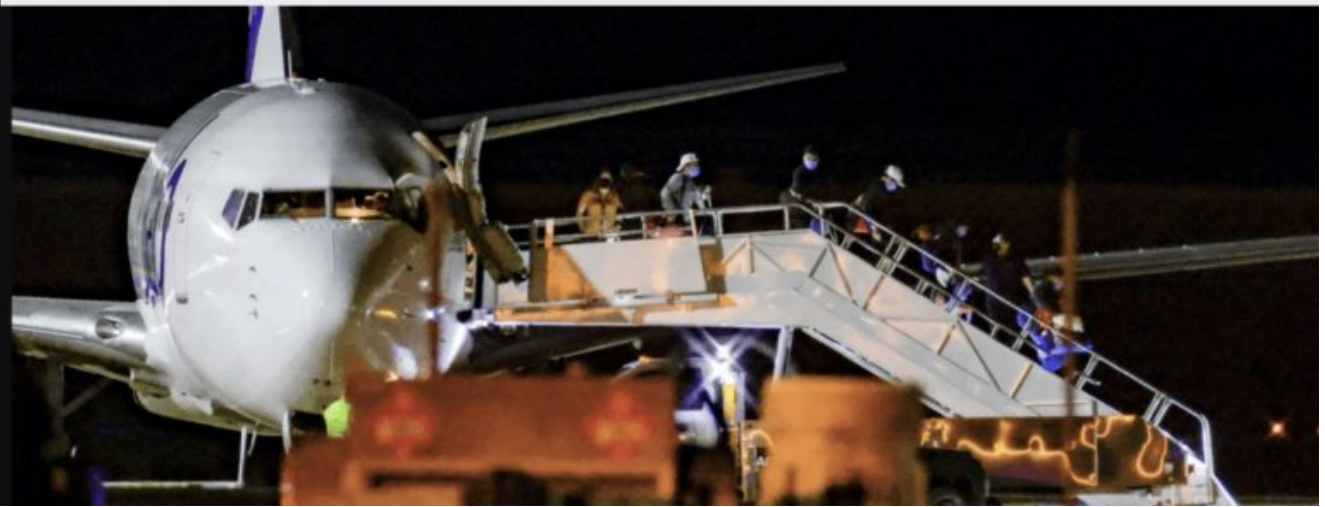


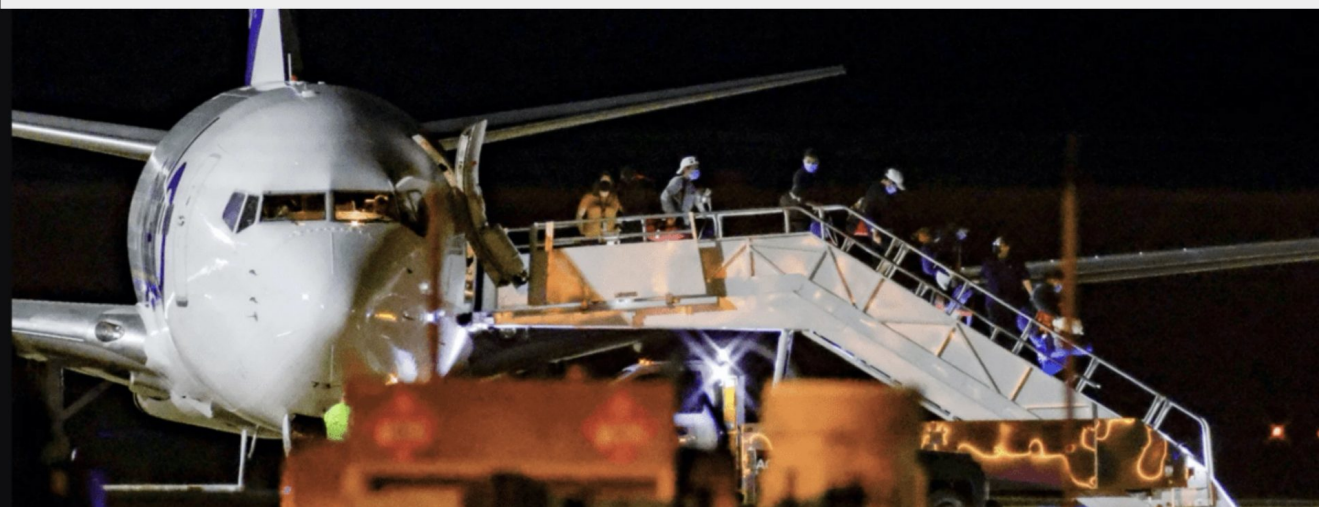
Biden et Macron font à la course : qui sera le pire fossoyeur de son pays ?

écrit par Jack | 3 mai 2024

Biden envoie des milliers de clandestins dans les états républicains pour que les votes démocrates l'emportent



Biden envoie des milliers de clandestins dans les états républicains pour que les votes démocrates l'emportent



Ce qui se passe aux Etats-Unis ressemble tellement à ce qui se passe en France que cela ne peut pas être le fruit du

hasard. Biden submerge les Etats républicains de migrants et de prisonniers libérés avant l'heure et toutes les magouilles sont faites pour les inscrire sur les listes électorales.

JACK

Il s'agit d'un régime séditieux qui travaille à une vitesse effrénée pour détruire ce pays et nos libertés avec lui. Nous nous dirigeons vers la destruction ou la libération.

De nouvelles données du DHS révèlent que Biden a ciblé la Floride avec des vols de clandestins en provenance de l'extérieur des États-Unis

Par : [The Right Scoop](#), 30 avril 2024 :

Le journaliste de Fox News, Bill Melugin, révèle des données obtenues du DHS de Biden montrant comment ils ont ciblé l'État rouge de Floride avec leur programme anarchique consistant à faire entrer des clandestins dans le pays en 2023.

Sur environ 200 000 clandestins que le DHS a envoyés par avion dans le pays au cours des 8 premiers mois de 2023, 80 % d'entre eux ont été transportés par avion vers quatre grandes villes de Floride : Miami, Fort. Lauderdale, Orlando et Tampa.

Related: [Des documents montrent que 78 vols transportant des migrants ont atterri à Jacksonville au cours des 6 derniers mois](#)

EXCLUSIF : Les données internes du DHS révèlent plus de 45 villes américaines vers lesquelles des centaines de milliers de migrants ont afflué via le programme

controversé de libération conditionnelle de masse « CHNV » de l'administration Biden.

Les données ont été obtenues par [@HomelandGOP](#) via une assignation au DHS et ont été fournies à [@FoxNews](#) .

Le... pic.twitter.com/Wm6R8QKHTF

– Bill Melugin (@BillMelugin_) [30 avril 2024](#)

Ci-dessous le tableau des 15 premières villes :

- 1) Miami, Floride : 91 821
- 2) Fort. Lauderdale, Floride : 60 461
- 3) New York, NY : 14 827
- 4) Houston, Texas : 7 923
- 5) Orlando, Floride : 6 043
- 6) Los Angeles, Californie : 3 271
- 7) Tampa, Floride : 3 237
- 8) Dallas, Texas : 2 256
- 9) San Francisco, Californie : 2 052
- 10) Atlanta, Géorgie : 1 796
- 11) Newark, NJ : 1 498
- 12) Washington, DC : 1 472
- 13) Chicago, Illinois : 496
- 14) Las Vegas, Nevada : 483
- 15) Austin, Texas : 171

Melugin écrit également : « Le DHS a également révélé dans la réponse à l'assignation à comparaître qu'en octobre 2023, il y avait un arriéré d'environ **1,6 million de candidats en attente** de l'approbation du DHS pour se rendre aux États-Unis via le programme de libération conditionnelle. »

Le gouverneur DeSantis a répondu à Fox News en déclarant via son attaché de presse : « **Le programme de libération**

conditionnelle de Biden est illégal et constitue un abus d'autorité constitutionnelle. La Floride poursuit actuellement Biden en justice, et nous pensons que nous l'emporterons.

Traduction google

<https://gellerreport.com/2024/05/dhs-data-shows-biden-regime-targeted-florida-with-flights-of-illegals-from-outside-us-to-turn-state-blue.html/>

SOS Mississippi : La fronde des États Républicains contre le vote des clandestins aux élections présidentielles de 2024



Photo: Texas National Guard

« Une question urgente à huit mois de l'élection présidentielle »

Une lettre de la Secrétaire d'État du Mississippi adressée au Ministère de la Justice a fait grand bruit. Cette missive va à l'encontre d'un décret du Président actuel des Etats-Unis, Joe Biden, qui tenterait d'inscrire sur les listes électorales des condamnés inéligibles et des immigrants clandestins (source : *Top red state official demands answers on Biden executive order 'attempting to register illegals to vote*, par Andrew Mark Miller, Fox News, publié le 11 mars 2024)

« Comme vous le savez, le 07 mars 2021, le Président Biden a émis le décret n° 14019 visant à détourner les agences du ministère de la justice de leurs missions historiques de stricte application de la loi, pour les affecter à l'inscription d'électeurs et au suivi des modalités de vote. Il s'agit d'une intrusion dans les affaires d'État et une mauvaise utilisation des recettes et des ressources fédérales » a écrit Michael Watson, Secrétaire d'État du Mississippi dans une lettre la semaine dernière, à

l'attention de l'*Attorney General* Merrick Garland.

« En outre, il semble que ces efforts aient conduit les agences dont vous avez la charge à tenter d'inscrire des personnes sur les listes électorales, y compris des criminels potentiellement inéligibles et à coopter des fonctionnaires de l'État et des collectivités locales pour atteindre cet objectif » poursuit-il.

Mais que recouvre ce fameux décret n° 14019 ? Le décret en question a été signé par l'actuel Président des États-Unis et a été présenté comme un levier de lutte contre la discrimination raciale et surtout de « protection du droit de vote ». Il est demandé aux agences gouvernementales « d'envisager les moyens d'élargir les possibilités offertes aux citoyens de s'inscrire sur les listes électorales et d'obtenir des informations sur le processus électoral, ainsi que le droit d'y participer ».

Ce que le Secrétaire d'État Watson redoute, c'est la modification substantielle des accords avec les prisons qui obligent les services des *Marshalls* à fournir « du matériel pour faciliter les inscriptions sur les listes électorales et faciliter ainsi le vote par correspondance, soit une modification de près de 936 contrats ou accords intergouvernementaux afin d'exiger les complicité des États et des collectivités locales dans l'inscription potentielle de prisonniers inéligibles sur les listes électorales ».

« Pardonnez-moi de ne pas faire confiance à l'administration Biden, mais dans le Mississippi, nous avons des réglementations strictes qui s'appliquent aux votants lorsqu'il s'agit de criminels ; il y a des crimes qui privent les gens de leur droit de vote dans notre État et je ne pense pas que l'administration Biden se soucie de mettre les points sur les i lorsqu'il s'agit de s'assurer que ces personnes sont en droit ou non de voter. Ils vont les inscrire sur les listes électorales, y compris les étrangers

illégaux en prison » a déclaré le Secrétaire d'État Watson à *Fox News Digital*.

Qui s'assurera de la traçabilité et de la fiabilité du processus ? De nombreux prestataires fournissent des services d'inscription des électeurs et de collecte des votes externalisés mais il s'agit d'entités partisans. De nombreux cas documentés ont été signalés selon Watson et le danger reste l'intervention de ces groupuscules partisans au sein même du processus de vote au Mississippi ou dans un autre État.

Le courrier aborde en particulier les risques juridiques liés à la participation des immigrants clandestins détenus dans les prisons du Mississippi, qui pourraient être inscrits sur les listes électorales par le biais de ce décret ; des risques qui les exposent très certainement au-delà de leur statut d'immigrés.

Traduction google

Suite ici

<https://www.ledialogue.fr/1012/SOS-Mississippi-La-fronde-des-%C3%89tats-R%C3%A9publicains-contre-le-vote-des-clandestins-aux-%C3%A9lections-pr%C3%A9sidentielles-de-2024>